

Unité départementale du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 Toulon

Toulon, le 25/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERE LAFARGE GRANULATS CALLAS**

Lafarge Granulats France Secteur Provence  
ZAC des chabauds Av des frères Lumière  
13320 Bouc-Bel-Air

Références : D-UD83-2025-0292

Code AIOT : 0006401237

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement CARRIERE LAFARGE GRANULATS CALLAS implanté QUARTIER DE LA JOYEUSE 83830 Callas. L'inspection a été annoncée le 23/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection fait suite à l'incident du 06 décembre 2024 (présence d'amiante dans les déchets inertes dans la zone de recyclage des matériaux) et à l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 juin 2023. Pour tout nouvel arrêté préfectoral, le site fait l'objet d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERE LAFARGE GRANULATS CALLAS
- QUARTIER DE LA JOYEUSE 83830 Callas
- Code AIOT : 0006401237
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière en roche massive Lafarge Granulat de Callas est autorisée par arrêté préfectoral du 20 décembre 2013 modifié à extraire au maximum 600 000 t/an de matériaux de type calcaire et dolomies. Elle s'étend sur une emprise d'environ 45 hectares qui accueille aussi les activités de traitement des matériaux, un atelier d'entretien des engins, une installation de stockage et distribution de carburant. Une activité de recyclage (installation mobile) et de stockage de déchets inertes est également autorisée.

Suite à un surplus de matériaux stériles issues de l'exploitation, la société a modifié le plan de phasage de son exploitation qui a été acté par arrêté préfectoral complémentaire du 26 juin 2023.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	réception de matériaux inertes	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 6.6	Demande d'action corrective	1 mois
8	Incident	Code de l'environnement du 05/06/2025, article R512-69	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	AP Complémentaire du 26/06/2023, article 2	Sans objet
2	plan de phasage	AP Complémentaire du 26/06/2023, article 3	Sans objet
4	conditions d'admission	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 6.14-2	Sans objet
5	registres et plans	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 6.9	Sans objet
6	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 6.10	Sans objet
7	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 6.11	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de l'incident survenu le 06 décembre 2024, lié à la présence d'amiante dans les déchets recyclés de la zone de transit, des points de contrôles ont été réalisés concernant la procédure d'acceptation des déchets inertes au sein de la carrière. Il en ressort que cette procédure est

exhaustive et bien structurée. Par ailleurs, la sensibilisation menée auprès du personnel sur la détection visuelle de l'amiante a permis aux opérateurs de mieux appréhender cette problématique. Un plan d'action a été élaboré par la société; toutefois, il reste à :

- finaliser certaines mesures, notamment afin d'éviter la dispersion de déchets amiantés et d'affiner l'emprise de la zone contenant des déchets amiantés,
- assurer l'évacuation des déchets dangereux actuellement présents dans les plus brefs délais et au maximum avant le 30 septembre 2025,
- et garantir la traçabilité de ces derniers.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2023, article 2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, situation administrative : rubriques et régime de classement			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 20 décembre 2013 sont annulées et remplacées par les suivantes :			
« L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous :			
Tableau des activités Installations Classées			
Nature	Volume	Rubrique	Régime
Exploitation de carrière	Production maximale annuelle égale à 600 000 tonnes	2510-1	A
Installations de traitement de matériaux	2770 KW de puissance installée totale	2515-1- a	E
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	surface aire de transit égale à 50 000 m <sup>2</sup>	2517-1	E
Stockage de liquides inflammables	Capacité équivalente égale à 7,3 m <sup>3</sup>	1432-2	NC
Station service	Volume annuel équivalent maximal distribué égal à 60 m <sup>3</sup>	1435	NC
Atelier de réparation et d'entretien de véhicules	Surface de l'atelier égale à 200 m <sup>2</sup>	2930-1	NC
A : Autorisation, D : Déclaration, NC : Non Classé [...] »			
<b>Constats :</b>			
Les activités réalisées sur le site sont conformes aux activités autorisées par l'arrêté préfectoral du 20/12/2013 modifié :			
- <b>rubrique 2510-1, exploitation de carrière, régime de l'autorisation</b>			
En 2024, 545 845 tonnes de matériaux ont été extraites, ce qui est en deçà de la limite autorisée			

<p>fixée à 600 000 tonnes.</p> <p><b>- rubrique 2515-1-a, installation de traitement de matériaux</b></p> <p>L'exploitant confirme qu'aucune modification n'a été apportée aux installations, dont la puissance demeure de 2 770 kW, ce qui correspond au régime de l'enregistrement.</p> <p><b>- rubrique 2517-1, station de transit de déchets non dangereux inertes</b></p> <p>L'exploitant indique que la surface dédiée au transit est d'environ 20 000m<sup>2</sup> (simulation via Géoportail) ce qui correspond au régime de l'enregistrement.</p> <p>Par ailleurs, les activités relevant des rubriques 1435 et 2930-1 sont présentes mais en dessous des seuils de classement. En effet, en 2024, 235m<sup>3</sup> de GNR ont été distribués et l'atelier de réparation et d'entretien de véhicules occupe une surface inférieure à 2000m<sup>2</sup>.</p> <p>La rubrique 1432-2 ne figure plus dans la nomenclature des installations classées. Le tableau sera mis à jour lors d'une prochaine modification.</p> <p>En conclusion, la situation administrative du site est conforme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : plan de phasage

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2023, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, plan de phasage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de l'article 6.5 de l'arrêté du 20 décembre 2013 sont annulées et remplacées par les suivantes :</p> <p>"L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p> <p>L'exploitation sera conduite suivant la méthode définie dans le dossier de demande d'autorisation et suivant les plans de phasage prévisionnels PPP1 à PPP4 joints en annexe au présent arrêté.</p> <p>Avant le début des travaux d'extraction , un merlon d'une hauteur de trois mètres sera mis en place le long de la limite Ouest de la zone d'extraction .afin de constituer un écran supplémentaire vis à vis des habitations situées à l'Ouest . Ce merlon suivra la progression de l'exploitation définie dans les plans de phasage prévisionnels PPP1 à PPP4</p> <p>Aucune exploitation ni tirs de mines ne sont autorisés les dimanches et jours fériés."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation de la carrière est assurée sous la surveillance du chef d'exploitation présent depuis de nombreuses années. Le plan de phasage a été modifié par arrêté préfectoral du 26 juin 2023. Conformément à ce plan, la première phase doit s'achever en septembre 2025 avec un front de</p>

taille à 305m GNF côté Ouest. L'exploitant a présenté un plan topologique du site daté de février 2025, qui est en adéquation avec le plan de phasage. En effet, le carreau situé à 305m GNF à proximité de la zone de remblaiement est bien entamé bien que non encore achevé. L'exploitant indique qu'il atteindra le niveau prévu d'ici la fin d'année au plus tard. Par ailleurs, le merlon côté Ouest a été mis en place.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : réception de matériaux inertes

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 6.6

**Thème(s) :** Situation administrative, réception de matériaux inertes

#### **Prescription contrôlée :**

La réception de matériaux de construction et de démolition est autorisée sous réserve que ceux-ci soient inertes. Les matériaux autorisés sont les suivants :

CODE DECHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	- l'admission ne pourra se faire qu'après réalisation d'un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron
17 02 02	Verre	
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et les terres et cailloux provenant de sites contaminés

20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.
<p>(**) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc etc. peuvent également être admis.</p>		
<p>Sont interdits :</p> <p>les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;</p> <p>les déchets dont la température est supérieure à 60°C ; les déchets non pelletables ;</p> <p>les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;</p> <p>- les matériaux de construction contenant de l'amiante.</p> <p>Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leurs caractéristiques et qui atteste leur conformité à leur destination. Les déchets d'enrobés bitumineux font l'objet d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre des apports sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités et les caractéristiques des matériaux.</p> <p>Afin de s'assurer du caractère inerte des déchets, l'exploitant réalise un premier contrôle visuel et olfactif de surface, à l'entrée du site, lors de l'enregistrement du chargement et un second contrôle plus approfondi, lors du déchargement sur la plate-forme de stockage. Les matériaux et chargements refusés sont consignés dans un registre de refus.</p> <p>A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant reconnaît qu'ils ne sont pas conformes aux prescriptions de cet article après le départ du véhicule peuvent être stockés sur une aire de dépôt tampon pendant une durée au plus égale à 48 heures. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés. Ces différentes opérations sont notées dans le registre susvisé.</p> <p>Les matériaux sont valorisés par recyclage après traitement dans une unité mobile. La partie non réutilisable est utilisée pour les opérations de réaménagement.</p>		
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre interne des déchets entrants a été consulté le jour de l'inspection. Les codes déchets y figurant correspondent bien à ceux autorisés sur le site. La gestion des Déclarations d'Acceptation Préalables (DAP), ainsi que des éventuels prélèvements est assurée par le service Géocycle. Les DAP transmises par courriel du 11/06/2025 contiennent l'ensemble des informations exigées par la prescription contrôlée.</p> <p>Par courriel du 29 avril 2025, la procédure d'acceptation de matériaux inertes pour le site de Callas a été transmise. Elle précise notamment que le site est équipé de Pak Makers permettant la détection de goudrons dans les enrobés bitumineux.</p> <p>Cette procédure détaille également le processus de contrôle du caractère inerte des déchets entrants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un premier contrôle visuel est réalisé au niveau du pont bascule. Une caméra permet de visualiser, zoomer et photographier le contenu des camions ; l'agent de bascule dispose d'un écran dédié à cet effet. Suite à l'incident du 06/12/2024 (voir point de contrôle n°8),</li> </ul>		

l'exploitant indique que des photos sont systématiquement prises pour les déchets destinés au recyclage.

- Un second contrôle plus approfondi a lieu lors du déchargement de matériaux.

Le registre des refus a été présenté lors de l'inspection et une aire tampon est bien en place sur le site.

Il est à noter qu'un incident survenu le 06 décembre 2024 a permis de détecter la présence de déchets amiantés dans la zone de transit des produits recyclés, bien que ce type de déchets ne soit pas autorisé sur le site. Un plan d'action a été présenté par courrier en date du 09 janvier 2025. Les résultats des analyses d'amiante dans l'air et dans les matériaux ont été communiqués lors d'une visioconférence du 10 avril 2025. Le jour de l'inspection, les déchets amiantés étaient encore présents sur le site.

Il est souligné que le personnel a été sensibilisé à détecter la présence d'amiante suite à l'incident. Lors de l'inspection de ce jour, l'agent de bascule présente le document de sensibilisation présent sur son bureau et visualise le contenu des camions entrants via un écran (avec zoom et prise de photos possibles).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre sous un mois à l'inspection des installations classées la suite du plan d'action visant à l'évacuation des déchets amiantés et fournir un échéancier précis dont la date limite ne devra pas dépasser le 30 septembre 2025. Il devra également assurer la traçabilité de ces déchets dangereux à travers un registre conforme aux exigences de l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 relatif au contenu des registres. Ce registre, accompagné d'une attestation d'élimination, devra être transmis avant le 15 octobre 2025. Par ailleurs, la traçabilité des déchets amiantés devra être assurée via l'outil Trackdéchets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : conditions d'admission**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 6.14-2

**Thème(s) :** Situation administrative, Déclaration d'Acceptation Préalable (DAP)

**Prescription contrôlée :**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement;
- les quantités de déchets concernées.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article suivant.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas



échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Le document préalable est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Une extraction du registre des déchets entrants, couvrant la période du 26 au 27 mai 2025, a été réalisée le jour de l'inspection et envoyé par courriel du 11 juin 2025. Par sondage, les Déclarations d'Acceptation Préalable (DAP) de plusieurs clients ont été demandées et examinées. Leur contenu est conforme aux exigences de la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : registres et plans**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 6.9

**Thème(s) :** Situation administrative, plan

**Prescription contrôlée :**

Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et transmis à l'inspecteur des installations classées.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre
- les bornes
- les pistes et voies de circulation
- les zones de stockage
- les installations de traitement
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état
- les bords de la fouille
- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs
- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques

**Constats :**

Le plan a été envoyé par courriel du 29 avril 2025. Il contient tous les éléments mentionnés dans la prescription contrôlée. Ce plan est daté du 05 février 2025, il est mis à jour annuellement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Plan de gestion des déchets inertes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 6.10

**Thème(s) :** Autre, Plan de gestion des déchets inertes

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction

<p>qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;</li> <li>• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets.</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de gestion des déchets inertes a été envoyé par courriel du 29 avril 2025 à l'inspection des installations classées. Sa dernière mise à jour date de février 2022, elle est donc inférieure à 5 ans. Ce plan de gestion des déchets inertes contient tous les éléments mentionnés dans la prescription contrôlée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Rapport annuel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 6.11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport annuel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant le 31 mars de chaque année, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un rapport auquel seront annexés les plans et les bilans des mesures imposées par le présent arrêté.</p> <p>Ce rapport comprendra notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le plan prescrit à l'article 6.9 du présent arrêté</li> <li>les quantités de matériaux extraits, vendus et stockés</li> <li>le suivi des apports extérieurs (quantités reçues, recyclées, utilisées pour le remblayage et stockées)</li> <li>les réserves de gisement exploitable l'avancement des travaux de réaménagement</li> <li>les résultats du suivi environnemental (mesures de poussières dans l'environnement, mesures de bruit et de vibrations, mesures de rejet aqueux)</li> <li>la description et l'analyse des faits marquants (accidents et incidents) le relevé de la hauteur des fronts le relevé de la largeur des banquettes</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p>

Par courriel en date du 29 avril 2025, le rapport annuel relatif à l'année 2024 a été transmis à l'inspection des installations classées. Ce rapport comprend l'ensemble des éléments requis par la prescription contrôlée. L'exploitant précise que l'incident du 06 décembre 2024 (voir point de contrôle n°8) n'y figure pas, car les résultats des analyses n'ont été reçus qu'en 2025. Il indique que cet incident sera pris en compte dans le rapport annuel de 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Incident

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 05/06/2025, article R512-69

**Thème(s) :** Autre, déclaration d'un accident ou incident

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à [l'article L. 511-1](#).

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'incident du 06 décembre 2024 concernant la présence d'amiante dans les déchets inertes recyclés a été déclaré auprès de l'inspection des installations classées par courrier du 09/01/25 reçu le 13/01/25. Un premier échange a eu lieu par visioconférence le 10 avril 2025 lors duquel la société a présenté les résultats d'analyse dans les matériaux et dans l'air à l'inspection des installations classées. La zone concernée par la présence d'amiante est interdite d'accès depuis l'incident : des panneaux d'interdiction d'accès sont présents et un merlon a été créé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures permettant en premier lieu d'affiner l'emprise de la zone contenant des déchets amiantés, et en second lieu d'éviter notamment l'envol de déchets amiantés et leur transport par lessivage. Il devra transmettre un justificatif de ces actions correctives sous 15 jours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours